CFP Quimper
3 bd du Finistère
CS 29107 Quimper

solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Comité Social d'Administration du 13 octobre 2025
Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Depuis hier soir, notre pays a un énième nouveau gouvernement.

Les 1ers ministres et les gouvernements se succèdent à un rythme effréné, faisant face à la colère des Françaises et des Français dont la défiance vis-à-vis des politiques ne cesse de croître.

Notre pays traverse un contexte de crise de régime inédite. Un gouvernement à peine nommé et d'ores et déjà démissionnaire suite au retrait du premier ministre, moins de 30 jours après sa nomination, puis reconduit vendredi dernier. Du jamais vu sous la Vème République!
Cette situation inédite révèle avant tout une crise démocratique de grande ampleur où notre Président en fin de règne s'évertue à conserver le pouvoir coûte que coûte. Coûte que coûte au détriment de nos institutions, coûte que coûte au détriment de la majorité de la population, tout en renforçant sans cesse l'extrême-droite, pour quelqu'un qui se disait rempart contre elle. Elle est aujourd'hui aux portes du pouvoir.
Cette crise politique et démocratique s'accompagne d'une crise sociale et écologique. En juillet dernier, l'INSEE a démontré que la pauvreté dans notre pays n'a jamais été aussi importante depuis 30 ans. Elle touche aujourd'hui 1 personne sur 6. Ainsi, 10 millions de personnes vivent en dessous de 1 288 € par mois. Sur les huit premiers mois de l'année 2025, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement a bondi de 6,7 % par rapport aux huit premiers mois de 2024.
Cette situation est due aux politiques menées depuis des décennies, et qui ont été amplifiées depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron. Depuis 2017, budget après budget, le président et ses gouvernements successifs n'ont eu de cesse de mener une politique en faveur des ultra-riches et du grand patronat. Grâce aux politiques fiscales mises en place, ces derniers ont vu leur richesse progresser de façon indécente (+ 400% pour les 5 familles les plus riches) alors que les salaires n'ont progressé que de 8% en 6 ans. Jamais l'écart de richesses n'a été aussi important, les clivages aussi aigus, les partis aussi divisés.
La justice fiscale et la taxation des plus riches sont au cœur des revendications du mouvement social, elles sont plébiscitées par la majorité de la population. Ainsqi, un sondage révèle que 86 % des personnes interrogées sont favorables à la taxe Zucman, ce qui pour Solidaires Finances Publiques serait le minimum syndical afin de tendre vers la justice fiscale.
Une justice fiscale rejetée d'un revers de la main par Sébastien Lecornu, mais également par le président qui s'obstine dans la politique de l'offre. Politique qui consiste à baisser la fiscalité des entreprises et des plus riches, à exonérer toujours plus les cotisations sociales et à donner toujours plus d'aides publiques sans aucune contrepartie ni contrôle.
Une politique qui devrait selon ses partisans « ruisseler » sur l'ensemble de la population et qui, au final, plombe les finances publiques avec 62 milliards d'euros en moins dans les caisses de l'État selon la Cour des

Comptes. Selon le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité et de France Stratégie, la politique de l'offre n'a eu que très peu d'impact, voire aucun, sur les investissements, les emplois et encore moins sur les salaires. Très clairement, les salariés n'ont rien gagné, mais les actionnaires, eux, ont vu leurs dividendes qui leur sont versés depuis 2017 exploser.
Jamais les inégalités n'ont été aussi fortes, les pauvres aussi pauvres, les riches aussi riches, les classes moyennes aussi déclassées, et le déficit aussi abyssal.
Il n'est pas pire aveugle que celui qui ne veut pas voir et, en lieu et place de trouver des recettes, le seul leitmotiv pour redresser les finances publiques est la baisse des dépenses publiques, autrement dit: s'attaquer toujours et encore aux services publics, aux emplois de fonctionnaires, à la Sécurité sociale et aux retraités.
C'est encore ce leitmotiv qui est mis en avant pour rejeter l'abandon de la réforme des retraites à 64 ans. Il est étonnant qu'à chaque fois qu'est discutée une avancée pour la majorité des salariés, le coût est mis en avant pour la rejeter. En revanche, personne ne s'insurge sur le coût pour les recettes de l'État des politiques fiscales mises en place depuis des décennies et en particulier depuis 2017, et qui n'ont profité qu'à une minorité de la population.

Dans ce contexte incertain et instable, la DGFiP est loin d'être épargnée puisqu'elle sera une nouvelle fois, si rien ne change, attaquée par de nouvelles suppressions d'emplois, mettant ainsi encore plus à mal l'exercice de nos missions et nos conditions de travail.
Les journées de mobilisation des 10 et 18 septembre, puis 2 octobre ont montré une fois encore la détermination de très nombreux salariés, jeunes et retraités pour faire reculer le gouvernement sur sa volonté de mettre en place un budget austéritaire.
L'austérité n'est pas une fatalité, et reprenant le slogan de **Solidaires Finances Publiques,** nombre de citoyens réclament un budget de justice fiscale, sociale et environnementale, favorisant la répartition des richesses et basé sur la solidarité.
À la DGFiP, si les chiffres de grève sont loin d'être à la hauteur, ils ne reflètent en rien la colère des agentes et des agents.
Le budget Bayrou était synonyme de suppressions d'emplois supplémentaires alors que nos services sont déjà à bout de souffle, avec les impacts que nous connaissons sur nos conditions de travail. Aménagements de postes, frais de déplacement, réfections et accessibilité des locaux, action sociale, tout était revu à la baisse. Et en tant que fonctionnaires, aucune chance de voir un dégel du point d'indice!

Lors de cette instance, nous analyserons notamment le TBVS et les rapports d'activité 2023 et 2024 de la DDFIP 29.
Derrière les chiffres, la triste réalité nationale s'impose: à ce jour, on dénombre 14 tentatives et 16 suicides à la DGFIP, triste record à ce point inquiétant que la presse l'a relayé et que la DG a accepté qu'une enquête soit systématiquement menée quand de tels drames se produisent.
La DGFIP a pour projet de modifier l'allocation et le pilotage des emplois et effectifs, baguette magique qui permettrait de supprimer la visibilité des emplois vacants.
Encore un projet ficelé sans aucune discussion en amont, ni avec les représentant.es du personnel, ni même directement avec les personnels.

Solidaires Finances Publiques a demandé qu'un point soit fait sur le mouvement d'affectation local des inspecteurs et inspectrices à la DDFIP 29, depuis que la DG a décidé de modifier unilatéralement les LDG pour continuer d'étendre les postes aux choix et à l'ensemble des emplois de catégorie A, laissant les directions locales faire comme elles veulent s'agissant de l'affectation au fil de l'eau.

Aujourd'hui plus que jamais, les agentes et agents de la DGFiP, ne sont plus traités de la même façon sur l'ensemble du territoire. Cela crée des inégalités, des injustices, mais aussi de la concurrence et de la division dans nos collectifs. Cela accentue le mal-être au travail et la perte du sens au travail.
A la DDFIP 29, il a eu des affectations d'office dont nous savons le mal-être qu'elles ont engendré chez plusieurs agents.

Face au satisfecit de notre direction, la réalité c'est: un management toxique dans plusieurs services depuis des mois, charge de travail explosive à Rosporden, fortes inquiétudes quant aux conditions de travail au CFP de Quimperlé.
Attendez-vous à une augmentation sensible du nombre de fiches de fiches de signalement, que nous ne manquerons pas de commenter en 2026!

Pour terminer, Monsieur le Président, **Solidaires Finances Publiques** vous remercie d'avoir entendu les organisations syndicales et la détresse des personnels du Centre de contact des particuliers de Brest, et trouvé une solution provisoire d'urgence rapide au management toxique que connaissait ce service.
En cette période de sensibilisation sur la santé mentale, grande cause nationale, la DGFIP n'échappe pas au mal-être qui frappe le monde du travail.
Il n'est pas inutile de rappeler que 65% des managers ont du mal à détecter les problèmes de mal-être dans leurs équipes, surtout quand ils en sont eux-mêmes à l'origine...